

UA 14 : Mouvements sociaux et Education populaire.

Synthèse de l'atelier 2

Eléments de contexte : la crise...

- Nous n'avons connu que la crise...Paradoxalement, ne pouvons-nous pas dire que nous sommes sortis de la crise, c.à.d. de cette parenthèse civilisée issue des deux guerres mondiales et qui, avec le pacte social, nous avait fait oublier les méfaits du capitalisme. Nous sommes aujourd'hui entrés dans une phase de « détricotage » du modèle social de l'après-guerre : **la protection sociale, le droit du travail, les services publics et les politiques de soutien à l'activité et à l'emploi.**
- Retour à un rapport de force brutal autour du clivage capital/travail, gauche/droite.
- Les détenteurs du capital aspirent à restreindre au maximum le rôle de l'Etat : dérégulation, pouvoir totalitaire des multinationales,...
- Le projet du mouvement social de classe s'est affirmé à travers deux axes distincts :
 - Un axe tournant autour de la reconnaissance et favorisant la concertation (social-démocratie)
 - Un axe tournant autour de la contestation. (anarcho-syndicalisme)

On assiste aujourd'hui au **retour d'une dynamique de contestation** : la concertation est remise en question même si d'un point de vue tactique, il faut maintenir le front commun syndical Nord/Sud et rester à la table des négociations.

- Depuis 30 ans, la droite est en train d'effectuer **un saut qualitatif sans précédent** ! au sein du gouvernement, la droite n'a plus aucun « frein moteur » : comme la droite ne doit plus négocier avec qui que ce soit, le parti qui va gagner est celui qui se situe le plus à droite, c.à.d. la NVA. Pourtant des choses changent dans la société en termes de prise de conscience...
- **La bataille pour la communication fait rage.** Si la gauche a gagné la première manche avant le 6 novembre, on ne peut plus en dire autant aujourd'hui : dans la presse Main Stream qui sert les intérêts de ses actionnaires (cela fait 10 ans que la gauche n'a plus de relais officiel au niveau éditorial), ce qui domine aujourd'hui se sont les images de violence associées à la manifestation même si à son tour le gouvernement, en voulant relancer la concertation, commet lui aussi une série d'erreurs : Chris Peeters consulte d'abord le patronat tout en cherchant à rompre le front commun en rencontrant séparément la CSC et la FGTB. Notons encore que les syndicats francophones les plus importants n'ont plus de relais au niveau du gouvernement fédéral ; ils ne bénéficient plus que d'éclairages indirects.
Le développement d'un travail d'éducation permanente avec les médias est-il possible ? Il ne faut pas être naïf ! En très peu de temps, les journaux sont devenus pro-gouvernementaux et on trouve même des traces d'anti-syndicalisme dans les pages de la Libre Belgique !
- **On a perdu la bataille idéologique** : face au martèlement du discours de droite relayé par les médias, un travail de déconstruction idéologique important est à faire ! (L'action syndicale visant à déculpabiliser les chômeurs n'a rien donné en raison notamment du manque de coordination des campagnes du PAC, des Equipes Populaires et de la FGTB)
- **Les mouvements sociaux ont un besoin urgent d'éducation populaire !**

- Plus qu'un accès aux média Main Stream, les syndicats doivent impérativement retrouver le contact **avec leurs affiliés**. (Il y a 1.500.000 affiliés « captifs » à la FGTB : comment faire pour s'adresser à eux ? Car tout en restant cohérent sur le sens du message, on ne peut pas s'adresser à eux comme on s'adresse à la presse ! C'est ce qui a perdu Anne Demelenne : on lui a reproché de tenir un « double discours »)
- Alors qu'on dénonce actuellement un manque d'investissement global dans l'enseignement et qu'aucun bilan du système actuel n'est établi, il s'avère assez difficile de faire un **travail d'éducation citoyenne** dans la mesure où parler politique est interdit dans les écoles et où il faut respecter un certain pluralisme. Mais comment faire de l'éducation citoyenne sans faire de politique ? Notre travail c'est de **défendre des valeurs fortes** comme l'égalité et la justice sociale, c'est **d'amener la dimension critique** et de faire en sorte que les jeunes s'engagent : il s'agit de se réapproprier certains modes d'action dans l'espace public avec les jeunes.
- Dans les déclarations de politique communautaire et régionale, on ne parle plus de formation citoyenne, on ne parle plus que **de bras** ! Il y a donc bien une responsabilité politique !
- On dit qu'il y a une place à prendre dans les écoles ; or, elle devrait être prise ! (En dehors des filières sociales, comment faire ?)
- Importance des **cours d'histoire économique et sociale** dans le général !
- Nous avons fort à faire avec des professeurs qui se retranchent derrière le **mythe de la neutralité** tout en faisant passer des propos orientés sur les chômeurs, sur la responsabilité individuelle des personnes précarisées, sur les devoirs qui donnent accès aux droits,...
- Les jeunes dans les écoles, en perte de pouvoir sur le faire, véhiculent un discours défaitiste sur l'inutilité du combat. (qu'on retrouve aussi au sein même des syndicats !)
- Quelle place pour un discours militant à l'école ?...
- C'est bien **la question idéologique** qui est au cœur du débat (« C'est toujours l'autre qui fait de l'idéologie ! ») L'objectivité n'étant jamais que la somme des subjectivités. Il faut transcender l'idéologie pour revenir à la réalité ! (Qui ne croit pas aujourd'hui que la Belgique souffre d'un problème de compétitivité ? Or, au vu des chiffres, ce n'est pas vrai !) **Le simple retour à la réalité des chiffres avec les gens permet de déconstruire les éléments idéologiques**. Ce travail de transformation des perceptions est aussi à faire en interne avec les militants. (Travail sur l'image des chômeurs et la nécessité du contrôle disponibilité)
- En quoi l'école forme-t-elle encore des esprits libres et critiques ?
- Intérêt du cours d'histoire (cf. anti manuel d'histoire publié par le Monde Diplomatique).
- Même si l'école est une institution qui sert à la reproduction des idées reçues, des inégalités,...il n'y a aucune place donnée à l'histoire des couches populaires ! (Ce qui formate l'idée qu'on ne peut effectivement rien changer !) **Si l'histoire du monde ouvrier n'est pas enseignée, comme les gens vont-ils faire pour s'opposer ?**

- Les deux mamelles de l'Education populaire, c'est la mémoire et la réflexion sur l'idéologie. Notre levier pour changer les rapports de force pourrait tenir en ceci : « Comment la réalité émerge au niveau de la conscience ? »

Quelle est la plus-value attendue, espérée, expérimentée lors de la mise en place de synergie entre les associations et les mouvements sociaux ?

○ **Présentation du réseau pour la justice Fiscale**

Le Réseau pour la Justice Fiscale (RJF) est né en 1988. Il réunit 46 organisations : syndicats, ONG de développement, mouvements de jeunesse et d'éducation permanente, associations de financement alternatif, groupes de citoyens... (Voir liste complète ci-dessous)

Il travaille en collaboration étroite avec son équivalent néerlandophone, le Financiële Actie Netwerk (FAN).

Son action s'articule autour de 2 axes :

- **L'information du public sur le rôle de la fiscalité dans le combat pour une plus grande justice sociale**, sur les mécanismes de la spéculation financière et ses conséquences sur la vie des citoyen-ne-s (du Nord comme du Sud)
- **L'interpellation du monde politique** quant à la nécessité d'un encadrement strict des marchés financiers, d'un refinancement des biens et services collectifs et de mesures en faveur d'une économie centrée sur l'humain et non sur le profit à tout prix.

Les revendications

Une plus grande justice fiscale passe par :

- Le renforcement de la lutte contre la fraude fiscale
- La levée du secret bancaire
- Une taxation des plus-values sur les actions, obligations, options
- L'instauration d'un impôt sur les grandes fortunes
- Une réelle progressivité de l'impôt (rétablissement des tranches supérieures d'impôt)
- La simplification et la limitation des multiples déductions fiscales dont bénéficient les entreprises comme les particuliers.
- La révision du système de déduction des intérêts notionnels et son conditionnement à des créations d'emplois, et un stop à la baisse continue des taux de l'impôt des sociétés
- Le renforcement (en moyens humains et technologiques) et la réorganisation du management de l'administration fiscale capable dès lors de lutter efficacement contre la fraude fiscale.

Au niveau de l'Union européenne, le réseau réclame :

- La lutte contre le dumping fiscal
- L'instauration d'une taxe sur les transactions financières (de type Tobin-Spahn)
- La transparence financière par l'échange automatique d'informations entre administrations nationales et banques, et par là, la possibilité d'une lutte contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux, notamment ceux présents sur le continent européen
- La lutte active contre les abus des prix de transfert pratiqués par les sociétés transnationales.

○ **Motivation des mouvements sociaux à faire partie du réseau :**

- La fiscalité est un des instruments de redistribution des revenus et de lutte contre la pauvreté (au même titre que des services publics performants et une sécurité sociale forte). Contrairement aux organisations du secteur de l'Aide Sociale qui travaillent sur les conséquences des inégalités sociales, les mouvements sociaux sont porteurs d'un discours indispensable qui s'attache à **dénoncer les causes de la pauvreté**.
- **Il y a donc un enjeu important en termes d'information** : pour comprendre la manière dont fonctionne la société, il est indispensable d'avoir une compréhension claire des rouages de la finance et de la fiscalité. C'est indispensable pour proposer et défendre des alternatives crédibles et agir localement. Par ailleurs, il y a une action d'éducation populaire indispensable à entreprendre pour déconstruire l'image négative que le public a de l'impôt. L'idée qu'il n'y a pas de politique sociale juste sans fiscalité juste doit pouvoir faire son chemin.
- Profitant d'une certaine **visibilité médiatique de l'association** (organisation de la journée **Tax justice day** en réponse au **Tax freedom day**¹ du bureau de consultance Pricewaterhouse Coopers) Les mouvements sociaux pourraient d'avantage tirer profit des ressources offertes par le service Etude du réseau en matière de fiscalité car, dans le contexte politique actuel, il y a évidemment un enjeu à relever en matière d'expertise. (Sous prétexte d'apporter un éclairage objectif sur les enjeux économiques, les médias de masse nous abreuvent d'un discours idéologique déguisé, ce qui aboutit parfois à des situations cocasses quand ces mêmes experts reconnus neutres (comme Bruno Colmant²) opèrent un virage idéologique à 180 °!) RJF est

¹ « Chaque année, le très libéral bureau de consultance Pricewaterhouse Coopers (PwC) célèbre début juin une « Tax freedom day ». Selon PwC, du 1er janvier au 8 juin, les Belges travaillent pour payer leurs impôts. Après cette date, ils travaillent enfin pour eux-mêmes ! Leur idéal : Plutôt accumuler de la richesse personnelle que contribuer à la richesse de tous. **L'évasion ou la fraude fiscale appauvrissent l'état et par conséquent services publics et sécurité sociale en sont réduits à la portion congrue**. PwC défend donc "le droit du plus fort" et mène une guerre sociale et fiscale contre les petites gens, les travailleurs et les personnes sans emplois. Il n'y a évidemment aucune distinction entre travailler pour l'état et travailler pour soi ! Chacun, tout au long de l'année, travaille à la fois pour l'Etat, c'est-à-dire pour la collectivité, et, indirectement, aussi, pour lui-même. » (Extraits tirés du site de RJF : http://www.hetgrotegeld.be/index.php/les_grosses_fortunes/RJF)

² Dans une interview accordée à Bertrand Henne (Matin Première RTBF), Bruno Colmant déclarait le 31 décembre 2012 qu'« on doit retrouver un dialogue entre les marchés, donc le capitalisme et les Etats. Les Etats ont endetté les populations et **les marchés sont par essence, injustes, parce que finalement ils récompensent les plus forts au détriment des plus faibles, donc on doit retrouver un modèle**

étiqueté comme acteur « neutre », pluraliste même s'il est orienté à gauche. Considéré comme réseau d'experts par les journalistes, l'objectivité de leurs analyses n'est pas remise en cause.

- **Enjeux politiques liés au travail en réseau** : il est indispensable de créer un front syndical le plus large possible !...

Présentation de l'expérience des Acteurs des Temps Présents :

- Rassemble des représentants des mondes agricole, syndical, culturel, associatif, étudiant, académique. (cf. *intervention en plénière de Nico Cué*)

Charte des acteurs du temps présent :

*Nous, citoyens, citoyennes de tous horizons... déclarons d'une même voix :
Que la compétitivité et la rentabilité à tout prix nous tuent à petit feu.
Qu'elles vident de leur sens nos métiers et empêchent que l'on puisse en vivre dignement.
Que l'austérité est une réponse inacceptable à une crise financière que nous n'avons pas provoquée.*

*Que nous ne pouvons accepter de voir la démocratie confisquée par des institutions non élues.
Que la dégradation de notre qualité de vie et de l'environnement est incompatible avec la
notion de progrès.
Que le manque de perspectives pour les jeunes et la peur du lendemain ne sont pas l'héritage
que nous voulons laisser aux générations futures.*

Dès lors,

*Nous, acteurs et actrices des temps présents, unissons nos énergies pour tracer les lignes de
force d'une nouvelle société plus juste. Nous mettrons en commun nos réflexions et mènerons
ensemble des actions jusqu'au renversement du modèle économique actuel.*

<http://www.acteursdestempsprésents.be/index.php?p=participer#sthash.yy7Xu1dF.dpuf>

Jeremy Cravatte : articulation entre CADTM, l'ACiDe et D19-20. Quel enrichissement sur le long terme ?

- Présentation du CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde) :
 - Le rôle premier du CADTM Belgique est de porter le réseau international « dont l'angle d'attaque est l'annulation de la dette extérieure publique des

d'équilibre social qui permet de protéger les plus faibles tout en répartissant la richesse mais, je le répète, avec une justice qui ne soit pas la source de tensions générationnelles. Parce qu'assurer le bien-être d'aujourd'hui au détriment des futures générations, c'est en soi, une immense injustice. Donc on va devoir, je crois, repenser de manière assez approfondie, **le système fiscal et social pour répondre à ce problème d'inégalité qui est en fait substantiel à l'économie de marché.** » (http://www.rtb.be/info/emissions/article_bruno-colmant-est-l-invite-de-matin-premiere?id=7900017)

pays de la Périphérie (Tiers Monde et ex-bloc soviétique) et l'abandon des politiques *d'ajustement structurel* imposées par le trio **Fonds monétaire (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du Commerce (OMC)**. Il s'agit de mettre un terme à la spirale infernale de l'endettement et de parvenir à l'établissement de modèles de développement socialement justes et écologiquement durables. » (Extrait de « *Raison sociale et stratégie du CADTM* » (<http://cadtm.org/CADTM-Belgique,4338>))

- Afin de donner une meilleure visibilité à son action vis-à-vis des pays du Sud, de mieux faire comprendre le système de la dette de manière globale, le CADTM a décidé d'affecter une partie de ses ressources humaines au questionnement de la dette dans les pays du Nord et finalement de la dette belge (à partir de 2010).

○ Présentation de la plateforme ACiDe :

- «La plateforme d'audit citoyen de la dette publique en Belgique (ACiDe) a été créée le 19 février 2013, et se compose aujourd'hui d'une trentaine d'organisations, d'une dizaine de groupes locaux et de plusieurs centaines de citoyennes et citoyens un peu partout en Belgique. L'audit de la dette publique est un processus qui consiste à analyser de manière critique la politique d'emprunt menée par les autorités d'un pays sur une période donnée. Mais il ne s'agit pas uniquement d'ouvrir et d'analyser les livres de comptes publics, il s'agit aussi – et surtout – de sensibiliser un maximum la population sur cette question fondamentale et de la placer au centre de l'action et du débat publics. » (<http://www.auditcitoyen.be/lacide/>)
- Il s'agit d'un chantier bien trop vaste pour le CADTM d'où la nécessité de fédérer des mouvements locaux tout en cherchant à faire porter le projet par des groupes de citoyens de plus en plus larges. Jusqu'à présent l'engouement suscité par la plateforme est plutôt mitigé...

○ Présentation de D19-20 :

- Extrait de l'Appel : « Les banques ont gaspillé des milliards d'euros en prenant des risques inconsidérés au bénéfice de quelques-uns. En renflouant les caisses de celles-ci, les états nous ont tous entraînés dans une crise profonde.
En conséquence, nos parlements veulent voter le Traité d'Austérité, nous contraignant à subir une politique d'austérité permanente afin de maintenir, voire accroître, les profits d'une petite minorité. De plus, l'Union Européenne persiste à croire que la seule issue est la course à la compétitivité en négociant des accords de libre-échange, y compris avec les États-Unis. Les citoyens et notre planète en sortent toujours perdants. Cette politique ultra libérale insensée n'est favorable qu'à 1% de la société, puisque elle

continuera à rendre les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. Les citoyens souhaitent simplement que leur contribution financière à l'État serve à le faire fonctionner de manière solidaire, transparente, juste et durable et à ce que chaque secteur, chaque citoyen, puissent en bénéficier, maintenant et dans le futur(...)

Nous, citoyennes et citoyens, agriculteurs, entrepreneurs, employés, associations, ouvriers, consommateurs, chômeurs, professeurs, fonctionnaires, commerçants, étudiants, retraités, allons, ensemble, nous mobiliser pendant le sommet européen des 19-20 décembre 2013. » (<http://www.d19-20.be/signer-lappel/>)

- Comme la plateforme ACiDe, il s'agit à nouveau d'une initiative qui lutte contre les politiques d'austérité : le lien avec le CADTM et le problème de la dette n'en est que plus facile à saisir...
 - Au même titre que Les Acteurs des Temps Présents ou AAA (Alternatives à l'Austérité - <http://www.collectif3a.org/>), D19-20 figurent parmi les meilleurs initiatives en matière de convergence des luttes. Même, si le CADTM a choisi de restreindre son implication au sein de ces différentes plateformes, se contentant d'apports ponctuels, en faire partie est essentiel en termes de militance : cela donne sens au travail réalisé au sein du CADTM en permettant de s'impliquer en tant que militant dans des actions plus larges. (voir infra rapport entre militance et professionnalisme)
- Commentaires :
- Si on considère le foisonnement des initiatives (collectifs, plateformes, coupoles,...), on ne sait plus trop quels sont les enjeux et les objectifs : volonté de construire un projet collectif, visibilité, enjeu idéologique,... ? **Le fait de faire partie de ces réseaux ne nous dédouane-t-il pas d'une certaine manière de prendre une position claire sur les problèmes de fond comme l'annulation de la dette par exemple (prise de risque limitée)...On sait qu'il y a un rapport de force à créer mais on ne sait pas toujours identifier quels sont les acteurs concernés.**
 - La participation à ces initiatives permettrait de recruter d'autres publics ?...
 - Tout ceci met en évidence la nécessité pour les différents acteurs impliqués **d'identifier des enjeux communs** et de **construire ensemble des stratégies de mobilisation**. (et non pas d'appliquer des programmes comme au sein des partis !) Dans le contexte d'urgence que nous connaissons aujourd'hui, y-a-t-il une volonté commune suffisante pour le faire ?

Jean-François Tamellini : la question des sans-papiers créatrice de nouvelles dynamiques

- En tant que syndicat, la FGTB est fort sollicité par toutes sortes de plateformes. Mais si on est partout on risque de « diluer l'action » et de perdre le sens du combat.

- L'intérêt stratégique est réel ; il ne faut pas le négliger. Que l'on songe par exemple à la création **de la plateforme pour la justice pour tous (PJPT)**³. En 2003, alors que la Ministre Turtelboom envisageait de confier le soin de garantir/financer l'accès à la justice aux assurances privées, les syndicats se sont mobilisés, ont protesté contre ce qui représentait manifestement une entrave à l'accès à la Justice...En vain ! Quand la plateforme s'est constituée (avec le CIRE, l'association syndicale des Magistrats,...), ça a commencé à déranger...Et alors que le front s'élargissait, la Ministre a fini par retirer sa mesure !...L'objectif étant ciblé, le fait de « sortir des sentiers habituels » avait déstabilisé le gouvernement !
- Le problème de ces plateformes comme D19-20, les Acteurs des Temps présents ou le nouveau front mis en place à l'initiative du CNCD⁴ c'est que les acteurs concernés ont peur d'être récupérés. **Il faut trouver une question commune pour faire converger les luttes à partir des différentes plateformes, tout en respectant les particularités des uns et des autres et pouvoir toucher tous les publics. Il faut marcher séparément et frapper ensemble**⁵ Ainsi la lutte contre les inégalités pourrait très bien servir de véhicule « commun » à l'ensemble des plateformes⁶.
- Le travail avec les migrants fait partie du « corp business » de la FGTB. Cependant, à l'intérieur des structures, ce combat n'est pas intégré alors que ceux-ci sont criminalisés et qu'il s'agit bien d'un combat de classe visant à transformer la société ! (On a plutôt tendance à vouloir privilégier les belges ou les chômeurs belges...) Il est indispensable de ramener le combat de classe au sein de la FGTB comme au sein de toutes ces plateformes qui se sont construites sur la question du clivage !
- **La mobilisation en faveur des Afghans** a permis non seulement de rendre visible leur situation très précaire en Belgique, mais également de susciter des élans de solidarité tant au Nord qu'au Sud du pays. Leurs revendications ont été portées par un grand nombre d'acteurs et a également permis de re-sensibiliser une population syndicale pour laquelle ce combat n'était pas une priorité. il est essentiel de déconstruire les représentations relatives aux sans-papiers et aux migrants en mettant notamment en évidence le rôle joué par les multinationales dans la création du problème.⁷ Cependant la pression populiste est toujours là alors que la

³ **La Plateforme Justice pour Tous (PJPT)** est une association de fait regroupant des acteurs de la société civile belge et du monde judiciaire – associations, syndicats, collectifs – du Nord et du Sud du pays, visant à promouvoir l'accès à la justice pour tous. (<http://lesad.be/plateforme-justice-pour-tous/>)

⁴ Extrait de l'initiative citoyenne européenne (ICE) : « Nous souhaitons empêcher que soient conclus les accords TTIP/TAFTA et CETA car ils contiennent plusieurs points critiques tels que le règlement de conflits investisseurs-Etats et de règles sur la coopération réglementaire qui constituent une menace pour la démocratie et l'Etat de droit. Nous souhaitons empêcher que les droits au travail, les normes sociales, environnementales, de protection de la vie privée et des consommateurs soient abaissées et que les services publics (tels que ceux liés à l'eau) et le patrimoine culturel soient dérégulés dans le cadre de négociations non transparentes. Nous soutenons une politique commerciale et d'investissement alternative au sein de l'UE. (https://stop-ttip.org/fr/home-2/?noredirect=fr_FR)

⁵ Le **front unique** est pour les communistes révolutionnaires une tactique visant à s'unir dans l'action - défensive ou offensive - avec des forces politiques différentes tout en restant libre de mener sa propagande et y compris de critiquer les partenaires. Ses principes majeurs peuvent être résumés par la métaphore militaire "**marcher séparément, frapper ensemble**" (http://wikirouge.net/Front_unique)

⁶ Voir sur ce point l'article de Jean Blairen et Christine Mahy publié en novembre 2014 : « **Vers un front social élargi : quel objet et quelle forme ?** » (Magazine InterMag <http://www.intermag.be/analyses-et-etudes/lien-champ-politique/488-vers-un-front-social-elargi-quel-objet-et-quelle-forme>)

⁷ C'est ainsi que la guerre civile en **République Démocratique du Congo** est en partie financée grâce au trafic du **coltan**, un minerai qui entre dans la fabrication de nos téléphones portables. Le minerai est ensuite acheté par des hommes d'affaires congolais et vendus à des "comptoirs" de villes frontalières. Il quitte le pays sous forme brute et est ensuite traité dans des pays étrangers, en Malaisie notamment. Une fois retravaillé, le coltan est acheté par les constructeurs de téléphone portable, d'ordinateurs et d'autres produits. (Motorola, Nokia, Sony, Samsung, Bayer, NEC, ...) (<http://www.consoglobe.com/coltan-metal-sanglant-dans-telephones-cg>)

De même au **Niger** avec l'exploitation de l'**Uranium** par l'entreprise Areva : suite à l'exploitation de 210 mines entre 1946 et 2001 dans plus de 25 départements français par la Cogema (ex-Areva), il reste 300 millions de tonnes de déchets d'uranium abandonnés. En outre l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire est formel : les travailleurs de l'uranium meurent plus tôt et développent des cancers des

FGTB n'a plus de relai politique au niveau fédéral ! Les actions de lobbying ne peuvent pas suffire : il faut élargir la plateforme des sans-papiers à un ensemble d'acteurs qui sont mieux armés pour aborder cette question et conserver une structure fédérale. (Notons à ce sujet que des communautés de migrants sont intégrées à la plateforme mise en place par le CNCD.)

- Doit-on se réjouir ou pas de la multiplicité des plateformes existantes ?...Non, si elles ne savent pas frapper ensemble ! Par ailleurs, cela entraîne **un problème de lisibilité** au niveau de l'action et des acteurs concernés. Par contre, cette multiplicité offre aussi une série d'avantages :
 - **Stratégie** : élargir le front social (non seulement sur le plan régional ou fédéral mais aussi sur le plan européen et international)
 - **Information** : permet d'obtenir de l'information sur des sujets mal maîtrisés et qui ont un impact sur notre activité.
 - **Culture** : permet de développer un langage commun. (Ce que font nos adversaires depuis de nombreuses années !).
 - **Ressourcement** : permet aux acteurs concernés de retrouver un espace de liberté permettant de nourrir leur action.
- La création de différentes plateformes renvoie de facto à la question de **la coordination** : peut-être que ce travail de « pivot » devrait-il être dévolu aux grosses associations d'Education permanente tout en recourant aux capacités mobilisatrices des acteurs de masse comme les syndicats pour mener à bien les actions envisagées. (La forme juridique de la coopérative pourrait s'imposer alors pour garantir une certaine indépendance aux acteurs impliqués) On pourrait envisager un modèle de coopération comparable à celui de **l'alter sommet**⁸.
- Parler de coordination, c'est aussi évoquer la question de **l'affectation des moyens** au service de l'action : moyens financiers (permettant d'asseoir la fonction de coordination, de créer un site internet,...) mais aussi humains...
- Parler de coordination, c'est enfin pouvoir débusquer **la peur du contrôle** qui est sous-jacente et mettre ses suspensions au placard !
- Un des avantages de la plateforme ACiDe, c'est de réunir toute une série de tendances différentes concernant le règlement de la dette, l'enjeu étant surtout de parler de la dette publique. Par contre, ce qui manque, ce sont des objectifs communs et des plans d'action partagés. **C'est difficile, car les acteurs rassemblés sont de « tradition » et de culture méthodologique différentes. Ils n'adoptent pas les mêmes modèles de communication ni d'action ni de prise de décision.** S'ils commencent à l'accepter, il faut cependant qu'ils puissent confronter leurs différentes options de sortie de crise tout en permettant à chacun d'agir selon sa stratégie propre...
- Par ailleurs, tout le monde ne peut pas tout faire en même temps : c'est bien de **complémentarité** qu'il s'agit même si, souvent, on identifie une série de « cases vides » (comme le réseau syndical international, par exemple)
- Problématique des plateformes : **ubiquité** (on ne peut pas être partout), **cumul** (on veut tout faire mais on le fait mal) et finalement **absence** !

poumons et des reins. Et ce sort n'est pas réservé aux seuls mineurs. Si la France a très largement profité de l'uranium, en cooptant des régimes autoritaires qui le lui fournissaient au meilleur prix, le Niger n'a hérité lui que d'une triple catastrophe : une catastrophe environnementale, sanitaire et sociale conduisant sa population sur les chemins de l'exil... (<http://areva.niger.free.fr/>)

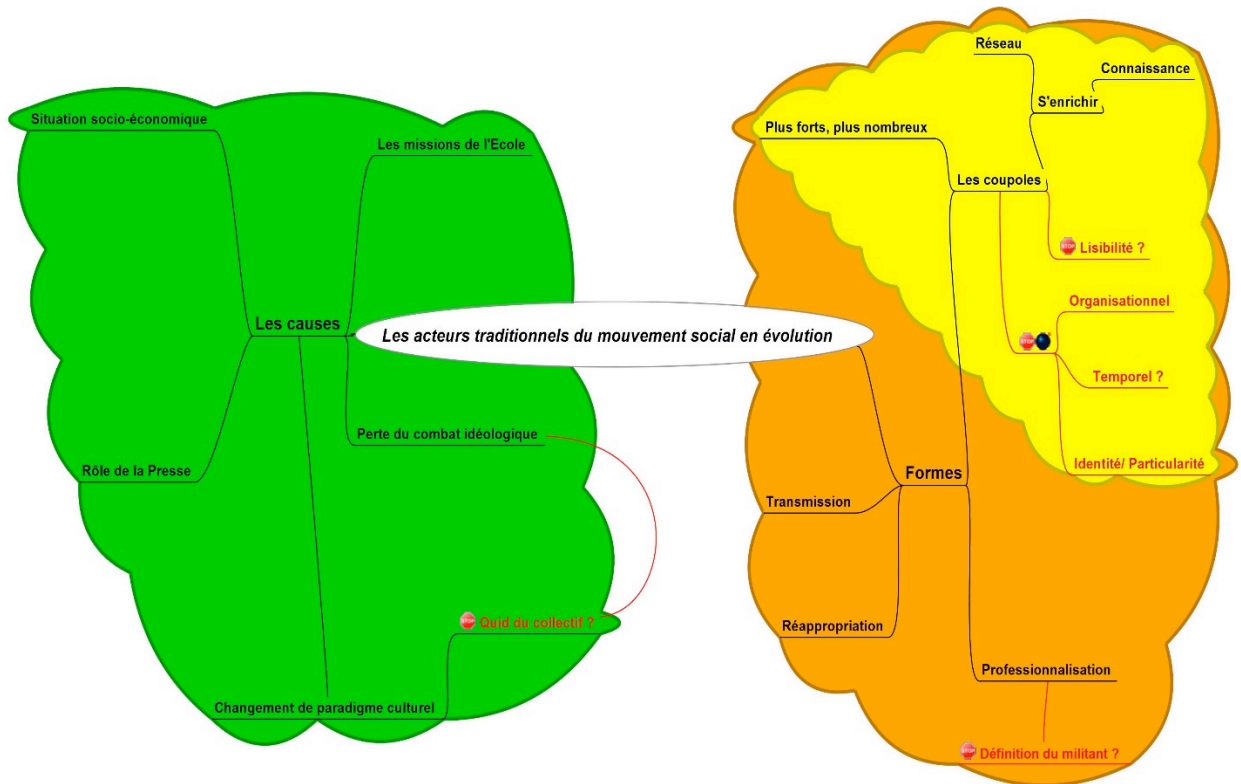
⁸ « L'Alter Sommet rassemble des forces européennes — syndicats et mouvements sociaux, citoyens, féministes, écologiques — qui se battent pour refonder démocratiquement une Europe sociale, écologique et féministe. Et imposer, contre les privilèges des banques, des droits pour toutes et tous : emploi, santé, logement, éducation, culture... » (<http://www.altersummit.eu/>)

- La convergence est-elle possible quand les enjeux en termes d'organisation se retrouvent en tension avec le respect des spécificités des différents acteurs impliqués ?
- Il faut sans doute distinguer deux types de plateformes :
 - **Les plateformes temporaires** qui se constituent à la faveur d'une action spécifique nécessitant le rassemblement de toutes les forces disponibles.
 - **Les plateformes de longue durée** qui, comme tout mouvement social s'inscrivant dans le temps, doivent répondre à une série de critères : identité commune, adversaire commun et moyens d'action communs. (Voir sur ce point l'article de Guy Bajoit : « *les luttes sociales d'aujourd'hui* » <http://www.changement-egalite.be/spip.php?article2715#.VG2urPmG-IA>)

Professionalisation et militance :

- Ou se situe la limite entre travail et militance quand on évoque la question du **militantisme professionnel** ? (Il y a des travailleurs qui ne sont pas des militants mais qui sont engagés dans des actions de militance...)
- En matière d'initiative citoyenne (Les GACs, par exemple), il y a parfois un refus clair de toute professionnalisation lié parfois, mais pas seulement, à une réflexion sur **la relation de dépendance** liée à la perception d'un salaire. (Dépendance matérielle et idéologique qui serait moins affirmée dans le cas des personnes nommées, exposées uniquement à des sanctions disciplinaires.) on peut aussi choisir de ne pas être salarié pour ne pas devoir assumer les contraintes du statut... (Refus de l'autorité de l'employeur qui est transféré sur les publics.)
- Dans le champ de la militance, la question de **la cohérence** est centrale : les pratiques doivent être conformes aux valeurs que l'on prône ! On ne peut pas être dans un modèle de reproduction de la domination ! (Même si on se dit tous « de gauche », le néo-libéralisme nous traverse et met notre vigilance à l'épreuve !)
- Cependant, le militantisme est confronté à **la question de l'emploi** : que penser de ces jeunes qui cherchent avant tout un travail et ne veulent pas entendre parler de militance ? Peut-on choisir un emploi en contradiction avec ses valeurs ?
- **Ça veut dire quoi « être militant » ?**...Partager des valeurs ? (nécessaire mais pas suffisant !) Défendre ces valeurs dans le cadre d'activités qui se déroulent en dehors du contexte professionnel ? En tous cas, ça ne se mesure pas à son temps de travail et généralement on n'est pas bénévole pour son employeur...Sinon le militantisme apparaîtrait comme le stade suprême de l'aliénation !...
- **Le temps** du militantisme n'est pas forcément celui de la vie professionnelle !
- **La question du juste et de l'injuste** se poserait moins quand on se professionnalise.
- La professionnalisation a amené un glissement...
- La militance s'inscrirait à la marge de la professionnalisation (ou en dehors)
- La professionnalisation prendrait désormais deux orientations :
 - Fonctionnariat
 - Travail et engagement militant ailleurs (Ce qui fait qu'on perd en interne la possibilité de dynamiser le fonctionnement par la réflexion idéologique)
- Notion de **service** ou de **mouvement**.
- Statut particulier de Smart (créé au départ par des artistes) perçu à la fois comme secrétariat social et comme acteur défendant les intérêts des artistes.

Synthèse de l'atelier



Pierre Arnoldy – Novembre 2014